

Une étude exhaustive et stratégique du secteur agricole/rural haïtien et des investissements publics requis pour son développement

Chapitre 14. Gouverner l'agriculture haïtienne autrement ?

Geert van Vliet

Version finale 29 juin 2016



Photos : Geert van Vliet

Le contenu de ce rapport n'engage pas nécessairement l'entité qui finance cette étude (la Banque Interaméricaine de Développement) ni aucune personne rencontrée ou autre organisation mentionnée. Ce rapport reste de l'entière responsabilité de ses auteurs.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	4
Problématique, question centrale, hypothèses	5
Méthode	7
Présentation et analyse des résultats	7
Implications pour l'action : leviers, scenarios	13
Conclusions.....	15
Bibliographie	17
Annexe 1.....	21
Liste des personnes rencontrées	25

Introduction

Malgré les crises, la faiblesse des appuis et les modifications profondes dans ses entours, le secteur agricole et rural Haïtien a continué à produire des biens et services sous la forme d'aliments, de matières premières, d'énergie, de préservation des terres arables, et ce, dans des conditions chaque fois plus difficiles¹. Pendant ce temps, certains biens et services publics et privés pourtant essentiels et qui permettraient d'améliorer leur compétitivité et leur productivité ne sont, soit pas produits du tout, soit non adaptés, soit non accessibles. Il y a donc un dysfonctionnement dans la manière d'opérer de l'agriculture Haïtienne.

Par **biens publics** nous comprenons les infrastructures communes non marchandes et marchandes (routes, sentiers ruraux, eau potable, drainage, énergie, postes de santé et hôpitaux, les locaux des écoles, des collèges, des universités, les stades et espaces culturels, les marchés, les abattoirs,...).

Par **services publics** nous comprenons les lois, les décrets et arrêtés, tous autres signaux et mesures de politique publique dans les domaines de la politique macro économique et sociale et dans le domaine des politiques sectorielles ; les plans et autres éléments de coordination au niveau nation et local ; les signaux et mesures assurant la sécurité des biens et personnes et le respect des droits incluant les droits de l'homme et les mesures assurant la participation aux décisions publiques ; les signaux de politique concernant l'aménagement du territoire et le zonage ; les règles et mesures qui permettent d'assurer la propreté et l'assainissement ; les règles d'accès aux ressources du foncier, de l'eau et autres ressources ; la préservation des droits de propriété intellectuelle ; la préservation de l'environnement ; la préservation et la protection des sols arables; les règles concernant la qualité des processus de production et la qualité des produits ; les modalités de mise sur le marché et l'organisation des marchés; l'information, les données ; la formation, la culture, l'éducation et la santé; la mise à disposition de fonds incitatifs ;les services de collecte des taxes et impôts et la trésorerie publique ; les services sociaux (répartition et paiement des subventions sociales telles que retraites, pensions, bons alimentaires, etc.); les services de registre civil, électoral, fiscal et du cadastre, (...).

Par **biens privés** nous comprenons les intrants et équipements nécessaires à la production, à la transformation et au transport ; les équipements individuels d'énergie ; les infrastructures de communication ; les infrastructures productives individuelles (réservoirs, pompes,...).

Par **services privés** nous comprenons l'entraide et la défense des intérêts des producteurs et autres acteurs du privé au sein d'associations, de chambres de commerce, de coopératives et organisations faitières ; les signaux de stratégie émis par les opérateurs privés et leurs organisations ; les plans, règles et accords interprofessionnels concernant les processus de production, l'homologation, la qualité des produits, les mesures pour en assurer le respect (modalité d'incitations et d'amendes, inclusion et exclusion); les informations et formations sur les techniques de production et sur les marchés ; les services de financement de la consommation et de la production,

Ce texte cherche à comprendre la nature et les origines plus profondes des dysfonctionnements dans la production et l'offre de biens et services publics et privés, leur adéquation et leur accès, en mobilisant les notions d'institutions et d'organisations (Ménard, 1990). Ainsi, lorsque nous nous référons aux « institutions » nous analysons les **règles du jeu** formelles et informelles, leur pertinence, leur efficacité et leur respect. Par « organisations » nous comprenons les **acteurs** publics et privés opérant dans les zones rurales du Haïti.

¹ Ce chapitre est une version légèrement modifiée du texte remis à la Banque Interaméricaine de Développement le 30 novembre 2015. La bibliographie a été complétée et quelques erreurs de typographie ont été corrigées.

Quand nous parlons de biens et services, ces biens et services doivent être produits. Même une règle, ainsi que son application doivent être **produites**. Ainsi un ministère qui prétend être uniquement régulateur, doit produire, c'est à dire appliquer de l'énergie (du travail) et de l'information (des idées, des données) pour produire des règles légitimes et faire en sorte qu'elle soient appliquées (ce qui implique un suivi et la mise en place d'instances et de procédures qui permettent d'identifier les écarts à la règle et la mise en œuvre de mécanismes qui inciteront les acteurs impliqués à adhérer à la règle). Nous verrons que les producteurs ruraux ont besoin de services et entre autre des règles, certes, mais aussi de beaucoup d'autres formes de services et surtout de certains biens essentiels à la production. C'est pourquoi nous nous intéressons aux processus de production, les résultats obtenus mais aussi aux principes qui régissent l'organisation de la production. Ces biens et services sont en effet produits par des acteurs différents : le secteur privé, le secteur public et la société civile.

Par **secteur privé** en milieu rural nous comprenons l'ensemble des producteurs ruraux quelle que soit leur taille, un continuum incluant les agriculteurs familiaux (avec ou sans perspectives de consolidation) et les agriculteurs patronaux, sans oublier les firmes, les salariés ruraux, les acteurs de l'amont et de l'aval des filières de la production rurale (agro-industries, fournisseurs d'intrants et de services, agents de financement formels et informels –diaspora-, les commerçants en gros et au détail, Haïtiens ou internationaux) ainsi que leurs organisations. Par **secteur public** nous nous référons à l'ensemble des acteurs des trois branches de l'Etat Haïtien (exécutif, législatif, judiciaire), ainsi que ceux des collectivités territoriales (Sections Communales, Communes, Départements). Nous entendons aussi les interventions réalisées par les acteurs des trois branches d'autres Etats (agences bilatérales) ainsi que celles réalisées par leurs collectivités territoriales (coopération décentralisée). Nous y incluons de même les activités réalisées par les organismes multilatéraux (les Nations Unies et agences spécialisées incluant la Banque Mondiale mais aussi d'autres organismes multilatéraux publics tels que la BID, l'OEA et ses agences spécialisées, etc.). La particularité des organismes multilatéraux est que le Haïti en est membre. Par **société civile** nous comprenons l'ensemble des organisations non gouvernementales à but non lucratif, d'envergure locale, nationale ou internationale.

Les processus de production et distribution de biens et services publics sont en principe assurés par le secteur public, soit directement, soit par contrat d'achat, soit par délégation (au secteur privé ou aux organisations de la société civile), soit sous forme de partenariats public-privés. Les processus de production et distribution de biens et services privés sont en principe assurés par le secteur privé, soit directement par les organisations concernées, soit sous forme d'alliance (joint venture ou consortium), soit sous forme de sous-traitance.

Les combinaisons entre types de biens et services, règles du jeu, acteurs et modes de production et distribution sont nombreuses et il est facile de s'y perdre. L'approche du « macroscope » (De Rosnay, 1975) permet alors de prendre du recul, de se décentrer et de tenter d'identifier les nœuds de blocage essentiels. Cette approche est d'autant plus utile quand on est en présence de problèmes complexes, enracinés dans le temps et apparemment sans issue, tels que les blocages observés depuis 1987 autour des processus de déconcentration et décentralisation, processus pourtant essentiels pour la provision de services **publics** dans les marges rurales et urbaines. Ce chapitre portera alors un regard sur la règle du jeu faïtière, à savoir la Constitution de la République Haïtienne (approuvée en 1987, amendée en 2011). Ceci est essentiel, car la Constitution consacre tout autant l'existence même du marché et de la production privée en définissant le droit à la propriété privée, que l'existence de l'Etat, sa structure, son fonctionnement et les processus de production qui sont attendus de lui. Ce chapitre examinera certains articles précis de la Constitution et leurs implications, non seulement pour le fonctionnement d'ensemble de la société Haïtienne mais particulièrement pour la gouvernabilité de l'agriculture et du secteur rural Haïtiens.

Problématique, question centrale, hypothèses

Problématique. La production agricole se maintient (les investissements privés sont réalisés principalement par les petits producteurs, ref. Chapitre 14) mais elle stagne (ref. Chapitre 1). Les investissements publics en cours sont toujours principalement réalisés sous la forme de projets financés par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) (ref. Chapitre 14). La mise en œuvre est gérée par des unités d'exécution de projet (UEP) rattachées au niveau central du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du

Développement Rural (MARNDR) ou mises en place de manière parallèle. Sous la pression des procédures et instances de passation de marchés (« *procurement* »), la philosophie du management financier et administratif appliquée par les PTF à la gestion des UEP a généralement peu évolué et reste ancrée autour du principe de déboursement contre justification de dépenses effectuées, au lieu de lier les déboursement à l'obtention de résultats pré-agrèés (van Vliet, Joseph, 1996). Mis à part quelques exceptions notables (dont l'étiquetage et l'identification du cheptel bovin –fruit d'une longue expérience entamée depuis Veterimed-, la création du Fonds National de Recherche pour un Développement Durable FONRED, ...) les signaux de politique attendus de la part du Ministère ne sont que rarement produits. En conséquence, faute de production de macro-règles du jeu favorables (ref. Chapitre 2) et vu la mise en œuvre centralisée des investissements (Mathieu, 2015), les résultats obtenus par les projets ne sont pas à la hauteur des attentes. Comme l'indique le Dr. Max Millien (MARNDR) : « il y a des bons projets, mais dans un mauvais contexte ».

Au niveau du terrain, la déconcentration est limitée et la coordination interministérielle est rare sinon invisible, malgré quelques avancées observées notamment dans le département du Nord, à Cap Haïtien, où une équipe du MPCE tente de dynamiser la concertation interministérielle à partir du nouveau centre administratif et culturel récemment construit. La décentralisation existe sur le papier, des élections locales sont organisées, mais la décentralisation est de fait bloquée, malgré les efforts de différents projets d'appui (Dorner, 2006 ; Privert, 2006; Ramirez, Lafontant, Ender, 2006; Doucey, 2010 ; Robenson, 2011). Ces dysfonctionnements sont observés en boucle et de manière répétitive depuis plus de 25 ans : les diagnostics se répètent (Fass, 1988 ; Gouvernance démocratique et développement, 2008 ; United States Senate, 2010 ; United States House of Representatives, 2014 ; Jean-François, 2015). Le déficit de gouvernabilité (Matus, 1992) du secteur agricole provoque aujourd'hui la lassitude des bailleurs et même des bénéficiaires de l'Aide Publique au Développement (APD). L'investissement dans le secteur agricole est remis en question.

Ces facteurs nous invitent à tenter de répondre à cette question centrale : comment mieux gouverner l'agriculture et le secteur rural Haïtien? En d'autres mots, comment gérer le réamorçage d'une offre de production de biens et services publics et privés de qualité en milieu rural?

Pour tenter de répondre à cette question nous éprouverons les hypothèses suivantes :

- **H1.** Les problèmes d'absence ou d'inadaptation de, -ou de déficit d'accès aux- biens et services **publics** en milieu rural et les problèmes de régulation de l'agriculture et du secteur rural ne peuvent être résolus au niveau où ils se présentent car ils proviennent du dysfonctionnement global de l'Etat ainsi que de son interaction avec l'APD.
- **H2.** Le dysfonctionnement global de l'Etat depuis 1987 (et donc l'absence ou le déficit de production de biens et services publics) n'a pas été compensé par l'émergence d'un secteur privé fort, inclusif, légitime, rendant biens et services **privés** de qualité et accessibles à travers tout le territoire. Au contraire, le secteur privé, en particulier le grand secteur privé, conserve ses principales caractéristiques d'avant 1987 (Banque mondiale, 2015²).

² Il convient de noter que les auteurs du rapport de la Banque Mondiale 2015 ont une perception restreinte de ce qu'est le secteur privé, en le réduisant au seul monde du "grand" secteur privé (minoritaire) et en ignorant la masse des petits producteurs (formels et informels) qui forment le socle du secteur privé Haïtien. L'idée de considérer les producteurs de l'agriculture familiale comme faisant partie du secteur privé ne va pas de soi. Philippe Mathieu, dans un document pourtant récent, classe les "organisations paysannes, de producteurs et professionnelles agricoles, ainsi que les petites et moyennes commerçantes et les artisans au sens large" comme faisant partie de la "Société Civile", parmi le mouvement féminin et les organisations de droits humains (Mathieu, 2015). Ces classifications n'auraient aucune importance si ce n'est qu'elles ont une conséquence directe : en ne prenant pas en compte leur statut en tant qu'entrepreneurs (quelle que soit la taille ou le niveau de formalisation de l'entreprise), on néglige la contribution essentielle des petits et moyens producteurs à la croissance et on aura tendance à vouloir traiter tous leurs problèmes à travers des programmes sociaux.

- **H3.** Certaines dispositions précises de la Constitution de 1987 sont à l'origine du dysfonctionnement de l'Etat et de sa dépendance intrinsèque de l'APD.
- **H4.** Ce dysfonctionnement de l'Etat se répercute sur le secteur privé, auquel l'Etat offre peu de biens et services et duquel l'Etat ne peut exiger que très peu. Entre Etat et secteur privé se développent des liens de symbiose négative qu'il s'agit de repenser

Méthode

Nous aborderons cette problématique en mobilisant l'économie politique (par l'étude des processus de production des biens et services) et l'économie des organisations (Ménard, 1990) et en réalisant une lecture systémique qui prend en compte l'ensemble des dispositifs de régulation du pays (lecture constitutionnelle), incluant les règles du jeu induites par l'interaction de l'Etat Haïtien avec l'APD. Une révision approfondie de la littérature a permis d'orienter des entrevues en profondeur avec des personnes ressource disposant d'une longue expérience des questions institutionnelles et organisationnelles en Haïti, notamment au niveau ministériel. Dans le cadre de cette étude, des visites de terrain ont été menées dans le Nord, le Nord-Ouest, le Nord-Est, l'Artibonite, le Plateau Central et le Sud. Des entrevues ont été menées avec des personnes ressource expérimentées dans les questions de gestion publique en Haïti, les fonctionnaires du MARNDR, les consultants des unités d'exécution des projets, des responsables d'organisations de producteurs et des responsables des collectivités territoriales. L'expérience de l'auteur dans la préparation, le suivi de la mise en œuvre et l'évaluation de politiques et instruments en Haïti a été mobilisée. Les commentaires reçus lors des restitutions, notamment lors de la présentation aux membres du groupe de travail MARNDR-BID le 21 octobre 2015 et lors de l'atelier à Kaliko (18-20 Novembre 2015) ont permis de clarifier l'argumentaire.

Présentation et analyse des résultats

Biens et services publics. La production de signaux de politique ne couvre pas la demande (voir tableau synoptique, Annexe 1 ; voir aussi Mathieu, 2015). Elle est problématique même quand ces signaux ne dépendent que de l'exécutif (par exemple sous forme d'arrêtés ou de décrets ministériels). Dans certains cas, qui impliquent une interaction longue entre l'exécutif et le législatif, les avant-projets de loi ne sont pas préparés par l'exécutif ou bien ils ne sont pas transmis (crise politique oblige). S'ils ont été préparés et transmis, ils ne sont pas discutés et approuvés, vu le mode d'opération du parlement ou faute de parlement fonctionnel. Pendant de longues années le MARNDR n'arrivait pas à faire entendre sa voix lors de la fixation des politiques macro-économiques. Les effets de la coordination avec les autres ministères, dont l'action est pourtant essentielle pour le secteur agricole/rural n'ont pu s'observer sur le terrain. La Coordination entre exécutif, législatif et judiciaire est absente (Manigat, 2008). Faute de mécanismes, instances et procédures de suivi, l'efficacité des règles est aléatoire, qu'elles soient dictées par l'Etat ou émises volontairement par les producteurs.

Quand ils sont produits et rendus accessibles, un nombre notable de biens et services le sont par des « tiers » (ONG de la société civile, ou UEP de l'APD, c'est à dire produits et mis à disposition par des instances publiques bilatérales ou multilatérales) mais non pas par l'Etat Haïtien (central ou déconcentré) ou par les Collectivités territoriales. Dans certains cas, l'Etat semble de fait privilégier la modalité de délégation de service public, surtout dans les domaines de la santé et de l'éducation en milieu rural. Dans d'autres cas, ce sont les acteurs de l'APD, pourtant publics, qui hésitent à impliquer directement l'Etat haïtien dans la mise en œuvre... Maintes fois les manuels d'opération des projets (qui devraient en principe être des instruments au service d'une politique) se transforment de fait en politiques, en se substituant ainsi au MARNDR, où ces orientations auraient dû être produites. Parfois, le MARNDR a produit des orientations claires, mais les manuels de procédure des projets ne les reflètent pas.

Les premières UEP semblaient des enclaves (d'agences bilatérales ou multilatérales publiques) plus ou moins éloignées du MARNDR (une autre instance publique). Du point de vue de la gestion, les montages organisationnels sont originaux mais parfois compliqués. Ainsi l'Etat haïtien opère de fait une délégation de service public à une UEP gérée par un staff cofinancé ou financé par une agence multilatérale. Cette UEP (maîtrise d'ouvrage déléguée) confie ensuite la mise en œuvre à des opérateurs privés, non sans mobiliser les services d'accompagnement assurés par CECI (une ONG canadienne basée au Québec). La USAID, agence publique bilatérale, met en œuvre le programme AVANSÉ à travers une délégation de service public au bénéfice d'une UEP gérée, elle, par des opérateurs privés recrutés directement par l'agence. Cette UEP opère de manière déconcentrée mais parallèle au Ministère (tout en ayant eu recours par le passé, au recrutement d'anciens ministres de l'agriculture pour diriger des composantes du projet). Mais plus remarquable encore, cette UEP confie des contrats de maîtrise d'œuvre à ... des techniciens du MARNDR (DDA, BAC). Des montages inédits similaires se retrouvent dans d'autres projets de l'APD. Plus récemment, le RESEPAG (financé par la Banque Mondiale) et le PTTA (financé par la BID) cherchent une meilleure imbrication dans le ministère, tant au niveau central qu'au niveau déconcentré. Ainsi, afin de faciliter la mise en œuvre, ces deux programmes ont chacun nommé un représentant régional installé dans la Direction Départementale de l'Agriculture (DDA) du Département du Nord.

Faute de décentralisation effective, les Collectivités Territoriales ne sont que marginalement impliquées dans la mise en œuvre des programmes, même quand ceux-ci concernent des biens et services publics locaux qui relèvent usuellement du domaine d'action des CT... L'absence de déconcentration et de mobilisation efficace des CT prive d'un potentiel considérable de capacité de production et de distribution de biens et services publics. Les différentes instances de l'Etat (son niveau central, son niveau déconcentré et décentralisé) ne semblent ainsi que marginalement mobilisées. Les effets n'ont pas été à la mesure de l'originalité des mécanismes de gestion et de mise en œuvre. Les résultats en matière d'offre, de qualité et d'accès aux biens et services publics sont décevants (Oriol, 2008 ; Mathieu, 2015) (voir aussi le tableau synoptique en Annexe 1).

Biens et services privés. Cette faiblesse de l'Etat aurait pu être compensée par l'émergence d'un secteur privé vibrant et efficace. Mais comme annoncé dans la littérature, cela ne devait pas se produire (voir Naïm, 1994) et ne s'est pas produit. Le secteur privé continue à investir (les producteurs agricoles sont les premiers investisseurs du secteur, loin devant l'Etat ou l'APD) mais il lui est difficile de décoller sans accès à des biens et services publics de qualité. Ainsi l'accès aux services et biens **privés** en appui à la production est resté rare. Les inégalités et asymétries entre acteurs du même secteur privé restent fortes. Les accords entre acteurs ne sont pas souvent respectés et les relations restent marquées par le manque de confiance. Les grands producteurs préfèrent adhérer à des associations qui fonctionnent comme des clubs fermés. Les liens organisationnels avec les autres catégories de producteurs sont minimes voire inexistantes. Même le secteur bancaire formel, pourtant l'un des secteurs les mieux organisés du privé n'arrive pas à assurer un accès de qualité aux services financiers. L'accès au crédit pour financer des sauts technologiques dans les activités productives est limité voir absent. Le nombre d'agences bancaires est réduit (quand il y en a). Les queues y sont longues, même pour les opérations les plus évidentes (dépôt de chèque et retraits, ATM hors service dans diverses agences de la région du Nord). Le mode opératoire du grand secteur privé tend à empêcher l'obtention de sa « *licence to operate* »³. L'idée de responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise semble dans la majorité des cas bien loin. Remplir les obligations légales serait déjà un défi.

Ainsi, les opportunités créées par les nouveaux marchés urbains ne sont pas saisies. Les appels à la création d'une nouvelle classe d'entrepreneurs ruraux semblent lancés dans le vide. Le sous-développement

³ Comme l'explique très clairement le site Novethic, "cette expression anglo-saxonne pourrait se traduire littéralement par "autorisation d'exploiter un site" mais elle recouvre en réalité des enjeux beaucoup plus importants et subtils qu'une simple autorisation légale pour les entreprises. Il s'agit pour elles de mériter le droit d'exercer leur métier. Concrètement pour des raisons politiques, économiques, culturelles ou environnementales, de rejet des populations locales, elles peuvent être obligées de quitter un territoire ou de renoncer à s'implanter dans un autre».

<http://www.novethic.fr/lexique/detail/licence-to-operate.html>

chronique des organisations de producteurs explique alors le recours rare à ces organisations. Cela est d'autant plus paradoxal quand les projets de l'APD traitent de biens et services privés, tentent de fonder les marchés de biens et services privés et prônent l'émergence de nouveaux entrepreneurs ruraux...

Etat et secteur privé se renvoient à leurs dysfonctionnements respectifs et construisent ainsi des boucles de rétroaction négatives : à quoi bon payer des impôts quand nous (le grand secteur privé) devons tout organiser nous-mêmes ? Comment fournir des services et biens publics si l'assiette fiscale est si faible ? Sans lien avec l'Etat qui ne leur livre que des biens et services éparpillés et ne voyant aucune conséquence de leurs votes, les citoyens et les producteurs se désintéressent de la chose publique, précipitant ainsi les crises politiques (Collier, 2009). De la même manière les organisations des producteurs ne décollent pas, ou avec des difficultés manifestes : à quoi bon adhérer au vu des faibles services rendus ? Les blocages sont nombreux et imbriqués. Ces blocages ne peuvent être résolus au niveau du secteur agricole/rural où ils se manifestent.

Les services et biens doivent être **produits** puis **délivrés**, qu'ils soient publics ou privés. Il convient donc de comprendre les processus de production de ces biens et services.

Supposons que l'Etat ait la connaissance à chaque moment, de chaque problème sur toute partie du territoire. Supposons qu'il ait la capacité organisationnelle, les ressources humaines et les savoir-faire concentrés en un point donné du pays (disons « le niveau central ») pour interpréter ces informations et produire en temps réel les biens et services demandés. S'il disposait en plus des infrastructures de communication physique et informatique pour délivrer instantanément ces biens et services publics là où ils sont nécessaires et si les habitants n'attendent que les biens et services en provenance du niveau central, il n'y aurait aucun besoin pour l'Etat Haïtien de déconcentrer ou de décentraliser ses actions. Aucune organisation n'est en effet condamnée à devoir avoir un centre, un niveau déconcentré et un niveau décentralisé... La centralisation, la multi-hiérarchie, la déconcentration et la décentralisation sont autant de manières de s'organiser qui servent les fins et la viabilité de l'organisation, qu'elle soit privée ou publique (van Vliet, Caron, Montoya, 2003). C'est parce que l'organisation ne possède pas cette connaissance fine, à jour et de chaque partie du territoire, c'est aussi parce qu'elle ne pourrait traiter cette information si elle en disposait et ne peut donc imaginer toutes les réponses (Arrow, 1976)... et parce qu'elle est confrontée aux distances et aux temps de livraison et aux préférences différenciées des citoyens, producteurs et consommateurs dans les périphéries rurales et urbaines, qu'elle doit organiser autrement sa production de biens et services, en se déconcentrant et en se décentralisant.

Jusque là, rien de nouveau (Tomassini, 1993 ; BID, 1996 ; Castor, 1997 ; Mérian, 1998 ; Dorner, 1998 ; Cadet 2001 ; Deshommes, 2004, Europaid, 2009) et c'est effectivement la voie suivie par la Constitution de 1987, amendée en 2011.

Cette Constitution a pendant longtemps été défendue, malgré ses limites, notamment en matière de décentralisation (Castor, 1997, Mathieu 2008). Cependant, avec tout le respect dû aux personnes qui l'ont rédigée, aux avancées démocratiques qu'elle contient par rapport à la précédente et en prenant en compte les circonstances difficiles dans lesquelles elle a été conçue, il ressort de la lecture du texte fondamental qu'au lieu de favoriser la production de biens et services publics, cette Constitution la ralentit, au lieu de décentraliser, elle centralise, elle rend coûteux et inefficaces les processus de production de biens et services publics et stimule des conflits entre les acteurs qui doivent les gérer (exécutif, législatif, judiciaire). Notre argument est que la Constitution de la République d'Haïti de 1987, malgré les amendements de 2011, constitue de par la rédaction de certains de ses articles, une cause essentielle du dysfonctionnement dans la production et la livraison des biens et services publics (et donc privés) pour les raisons suivantes :

1. Elle contient en germe des crises politiques graves qui rongent la viabilité du pays.

Elle contribue notamment aux crises à répétition conduisant à l'absence de gouvernement et/ou l'absence de parlement. Aborder cette question n'est pas facile, car la mentionner suffit à provoquer une levée de boucliers. Les spécialistes constitutionnalistes ont en effet critiqué le Président Préval pour avoir incité des amendements en vue de réduire la probabilité de paralysies politiques graves. Pour certains de ces constitutionnalistes, cela équivaldrait à vouloir remettre en cause le régime politique « semi-présidentiel » tel qu'il a été patiemment esquissé par les auteurs de la Constitution (Pierre, 2015). Toute remise en question de

la Constitution de 1987 équivaldrait alors à un retour en arrière vers un régime présidentiel autoritaire d'avant 1986.

Cette préoccupation est légitime. Nonobstant, même dans un régime « semi-présidentiel » on s'attend à ce qu'il y ait production et mise à disposition de biens et services publics. Si ces biens et services publics ne sont pas ou mal produits ou bien non délivrés aux citoyens et aux agents économiques, à cause de conflits entre deux ou trois branches de l'Etat, il est tout aussi légitime de se demander si le régime politique « semi-présidentiel » et donc « semi-parlementaire » dessiné par la Constitution de 1987 n'est pas en fait un régime « ni présidentiel, ni parlementaire », ...⁴ Aussi épineuse qu'elle soit, il convient donc d'aborder la question des crises politiques contenues en germe dans la rédaction de certains articles de la Constitution.

La première peut résulter d'articles qui limitent le rôle du parlement. Selon l'Art 111, le parlement peut faire des lois sur tous les objets d'intérêt public (il partage en effet l'initiative de la proposition de lois avec l'exécutif), du moins dans le domaine énoncé par l'Article 111. Cependant, quand bien même le parlement peut émettre un vote sur les éléments suivants : la loi budgétaire, les lois concernant l'assiette, la quotité et le mode de perception des impôts et contributions, les lois ayant pour objet de créer des recettes ou d'augmenter les recettes et les dépenses, ces dernières sont du ressort du Pouvoir Exécutif (Art 111.2). Or, élaborer et voter des lois sans que le parlement puisse ex-ante en assurer les moyens de la mise en œuvre, anticipe une frustrante production législative de papier (« *paper parliament* »), malgré les possibilités offertes par ailleurs par l'Art. 228, concernant le contrôle des dépenses publiques par le parlement, contrôle ex-post il est vrai (Guillaume, 2008).

La deuxième source de crise politique peut provenir du fait qu'il est plus facile pour un membre du parlement de renverser un Premier Ministre que de préparer, voter et enfin voir promulguer une loi (par exemple, une mise à jour du Code rural, un des services publics attendus de puis longtemps de la part de la branche législative). En effet, le droit est reconnu à tout membre des deux chambres de questionner et d'interpréter (sic) un membre du gouvernement ou le gouvernement tout entier sur les faits et actes de l'administration (Art.129.2). La demande d'enquête doit être appuyée par 5 membres du corps intéressé et peut aboutir à un vote de confiance ou de censure pris à la majorité du corps (Art.129.3). Lorsque la demande d'interpellation aboutit à un vote de censure sur une question se rapportant au programme ou à une déclaration de politique générale du gouvernement, le Premier Ministre doit remettre au Président de la République, la démission de son gouvernement (Art.129.4). Le Président doit accepter cette démission et nommer un nouveau Premier Ministre conformément aux dispositions de la Constitution (Art.129.5).

Les amendements introduits en 2011 à l'initiative du Président Préval limitent seulement à la marge la probabilité de conflits entre l'exécutif et le parlement : le pouvoir Législatif ne peut prendre, à l'endroit du premier Ministre plus d'un vote de censure par an... Tout Premier Ministre ayant obtenu un vote de confiance ne peut être interpellé que dans un délai de 6 mois après ce vote de confiance. On comprend mieux ainsi, par opposition, le niveau de productivité extraordinaire des gouvernements de transition et provisoires, du moins en matière de provision de biens et services publics – notamment de règles-, mais cela n'a certainement pas été l'objectif des Constituants de 1987.

La troisième source potentielle de conflits politiques graves peut provenir de la sous-représentation relative des populations urbaines au parlement (Smucker et al, 2000). Cet élément, déjà identifié par Smucker et al. en 2000, prend encore plus d'importance aujourd'hui, vu l'accélération de l'urbanisation. Paradoxalement, il se pourrait, comme cela s'est vu dans d'autres pays, que des élus urbains apprécient plus l'agriculture et le rural que les élus du pays d'en dehors même...

⁴ Loin en tout cas de la définition d'une « démocratie moderne » suggérée par Guy Carcassonne. Comme il le rappelle dans son intervention, « Pour mériter l'adjectif « moderne », la démocratie doit, selon moi, réunir trois conditions simultanément : a. que les gouvernés choisissent effectivement les gouvernants ; b. que les gouvernants aient effectivement les moyens de gouverner ; c) que les gouvernants soient effectivement responsables devant les gouvernés (Carcassonne, 2008).

La quatrième source potentielle de conflit est que la Constitution ne définit pas explicitement le mode de contribution de la diaspora aux décisions, notamment les décisions publiques, alors que leur contribution financière à l'économie nationale (l'une des sources des rentes) est plus élevée que celle de l'APD.

2. La Constitution réduit l'efficacité et l'efficience dans la mise à jour et la production de règles par le parlement

En effet, toute loi doit être votée article par article (art.119)... Le Pouvoir Exécutif peut solliciter le bénéfice de l'urgence dans le vote d'un projet de loi. Dans le cas où le bénéfice de l'urgence sollicité (sic) est obtenu, le projet de loi est voté article par article toutes affaires cessantes (Art. 119.1). L'Article 121 est autrement restrictif de la sphère parlementaire, puisque « Toute loi votée par le Corps Législatif est immédiatement adressée au président de la République qui, avant de la promulguer, a le droit d'y faire des objections en tout ou en partie ». Les articles 121.1 à 123 augurent ensuite de longues batailles entre le parlement et l'exécutif, qui ne favorisent certainement pas le processus de production de règles. Il est compréhensible que la productivité du législatif et de l'exécutif soit alors mise en question.

3. La Constitution de 1987, amendée en 2011, rend la déconcentration et la décentralisation inopérante et contribue de fait à la centralisation.

Deux articles empêchent la décentralisation. Le premier est l'Art. 90: « Chaque collectivité municipale constitue une circonscription électorale et élit un (1) député ». Cet article explique à lui seul les conflits intrinsèques entre députés et maires, élus dans la même circonscription électorale (Sauvignet, 2011 ; Solari, 2015⁵). De même, l'article 94.2 précise que « Le sénateur est élu au suffrage universel à la majorité absolue dans les Assemblées primaires tenues dans les Départements Géographiques, selon les conditions prescrites par la loi électorale ». Le fait que députés et sénateurs sont élus aux mêmes conditions du suffrage dans les mêmes circonscriptions électorales que les élus de communes et des départements permet de comprendre pourquoi les députés ou les sénateurs n'ont voté aucune loi favorisant le transfert de pouvoir vers leurs concurrents politiques directs (les maires ou membres des conseils départementaux). Les principaux textes concernant la décentralisation ont été produits en dehors des deux chambres.

Ainsi, le décret définissant le cadre de la décentralisation ainsi que les principes d'organisation et de fonctionnement des collectivités territoriales a été donné au Palais National, le 1^{er} février 2006, par M. Boniface Alexandre, Président Provisoire de la République. Le Décret sur l'organisation et le fonctionnement des sections communales, le Décret fixant l'organisation et le fonctionnement de la collectivité municipale dite commune ou municipale et le Décret fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la collectivité départementale ont aussi été donnés le même jour, au même lieu par le même Président Provisoire, le Premier Ministre Gérard Latortue et les membres du gouvernement provisoire, « Vu l'entente convenue entre la Communauté Internationale, les organisations de la société civile et les partis politiques portant création de la Commission Tripartite et du Conseil des Sages et Vu le consensus de Transition Politique adopté le 4 avril 2004 ... » (Grand-Pierre, 2015).

"Après le départ de Duvalier, on a dit : « il faut décentraliser ». Ce principe a été inscrit dans la constitution de 1987, mais il n'y a pas eu de changement. La constitution présente trois niveaux, trois types de collectivités locales aux vocations différentes: la section communale, la commune et le département. C'était à la loi de définir leurs vocations spécifiques (loi sur les compétences, les orientations, la fiscalité), mais ces lois n'ont jamais vu le jour, par manque de volonté politique. Même le Parlement, qui a l'initiative des lois et qui représente les provinces, n'a jamais lancé une séance pour élaborer ces lois. La mise en vigueur de telles lois ne leur serait pas favorable car, aujourd'hui, les députés et sénateurs tiennent un rôle d'agent de décentralisation: ce sont eux qui vont voir le ministère de l'Éducation pour

⁵ M. Solari Olivier, Communication personnelle, 2015.

installer une nouvelle école sur leur territoire ou le ministère de la Santé pour un dispensaire. Avec la loi sur la décentralisation, ils perdraient ce prestige et se verraient confiner au rôle de législateur, ce qui leur convient moins !" Tony Cantave cité in : Sauvignat E, 2011).

4. La Constitution dessine un Etat surdimensionné par rapport à l'assiette fiscale, qui est ainsi condamné à être durablement dépendant de l'APD et des envois de fonds depuis l'étranger.

Les Art. 88, 89, 90, 284.3, 62, 66-74, 75, 76-87.5, 113.3) définissent le bicamérisme avec un sénat (3 élus par département), une chambre des députés (un élu par commune, 3 dans les grandes agglomérations) ainsi que 3 niveaux de collectivités territoriales : les Sections communales, les Communes, les Département... en sus du niveau central et déconcentré de l'Etat (Doucey 2010). Comme le note Robert Denizé (communication personnelle, 2015), le bicamérisme pourrait éventuellement se défendre si chaque chambre avait un rôle bien délimité et distinct et si les modes de représentation de chaque corps étaient différents entre eux et par rapport aux autres entités prônées par la Constitution. Il n'en est rien. Les décrets de 2006, au lieu de réviser la pertinence de toutes ces instances dans un pays sans ressources (Oriol et al., 1997), confirment et renforcent l'existence des trois niveaux de collectivités territoriales et accentuent encore les coûts de production des biens et services publics en formalisant autant de droits illusoires (incluant les congés parentaux pour les fonctionnaires territoriaux), d'instances à faire fonctionner et de personnels à recruter.

La base fiscale du pays ne permet pas de supporter l'Etat dessiné par la Constitution. L'APD finance heureusement une partie notable des coûts de fonctionnement de l'Etat; elle finance même les élections périodiques de tout le personnel politique. Le ratio coût de fonctionnement de l'Etat / base fiscale qui en résulte ne permet pas de dégager des fonds significatifs pour l'investissement.

La productivité des trois branches de l'Etat Haïtien étant faible, l'Etat Haïtien produit probablement non seulement les KWh, les km de routes goudronnées mais aussi les signaux de politique publique, les articles de loi, les jugements, les formations d'écoliers, parmi les plus coûteux du monde... Il y aurait alors un avantage à tenter de regagner la compétitivité de l'Etat en matière de production de biens et services publics en baissant les coûts de production et en améliorant le ratio « efficacité des biens et services publics / coûts ». Dans cette perspective, une mobilisation de tous les acteurs devant concourir à la production de ces biens et services serait envisageable. « La machine de l'Etat est trop lourde ... son poids endormant alourdit la productivité » (Laleau, 2015). Mais un ajustement appliqué de manière uniforme à l'ensemble des trois branches de l'Etat ne produirait guère l'effet recherché. Il est probable en effet qu'Haïti ait besoin de plus d'exécutif au niveau déconcentré et ce, après avoir revu le nombre (de niveaux et) de collectivités territoriales. De même il est possible que l'Etat ait besoin de mettre l'accent sur le judiciaire (permettant ainsi une attention au respect des règles) et moins sur le législatif (après y avoir revu le nombre de chambres et de parlementaires, tout en respectant les espaces de la démocratie directe et représentative). Cependant, rien ne presse vraiment, car dans la société multi-rentière vers laquelle la Constitution a contribué à orienter le Haïti, l'APD reste particulièrement généreuse et les distorsions qu'elle suscite retardent les prises de conscience.

5. La Constitution n'arrive pas à réguler les distorsions introduites par l'abondance de l'APD après l'avoir induite.

Haïti bénéficie en effet d'un flux d'APD considérable (Chapitre 13). Cette rente géopolitique (Auty, 2007) provient de la capacité développée par une série d'acteurs, depuis avant 1986, de transformer **la matière** (la pauvreté, les crises politiques, climatiques ou sismiques) **en ressource** (plans et projets d'aide)⁶.

Cette rente géopolitique opère comme toute autre rente (minière, pétrolière, gazière, ...) dans le cadre de tout autre économie extractive et produit des effets similaires. L'un des effets les plus connus est la « maladie

⁶ Concernant les notions de matière et ressource et l'analyse des acteurs concernés, voir Raffestin, C, 1980.

hollandaise » (« *dutch disease* »), notion bien étudiée dans la littérature sur les rentes extractives (Rosser, 2006) et qui tente d'expliquer comment les distorsions introduites dans le coût des facteurs (par exemple, les honoraires des personnes formées et diplômées) contribue à un déplacement des facteurs de production vers les secteurs les plus dynamiques (dans notre cas, les centres de décision et de mise en œuvre de l'aide ainsi que les secteurs économiques qui lui viennent directement en appui –télécommunications, immobilier, hôtellerie et banques-).

D'autre part, comme dans le cas de toute rente, la rente géopolitique, par son abondance et sa facilité d'accès, rend l'effort fiscal superflu. La boucle est ainsi définitivement bouclée. L'abandon de la pression fiscale, rendue inutile par la rente, contribue à la dissolution des liens entre les citoyens et l'Etat (Collier et Hoeffler, 2005), sapant ainsi les bases du jeu démocratique et mettant en question le rôle des partis et leurs liens avec des élus qui leur échappent et suivent leurs propres routes (Jean-François, 2015).

L'APD produit aussi d'autres situations inattendues : au lieu de rendre l'école gratuite en milieu rural (la scolarisation reste l'archétype du service public), des projets stimulés par l'APD subventionnent par exemple les intrants agricoles (pourtant un bien privé classique). L'APD, dans sa grande générosité (et pour réduire les coûts de transaction de l'aide) procure des dons à l'Etat Haïtien : ces ressources gratuites sont par la suite transférées par l'Etat Haïtien au grand secteur privé sous forme de dons, de zones franches ou d'autres formes d'exemption de l'impôt. Les efforts de construction d'une base fiscale et de construction d'un Etat redistributif et inclusif sont repoussés à plus loin.

L'abondance de la rente fait oublier la vraie valeur des ressources : la valeur des ressources fiscales qu'on a levées en tant qu'Etat, mais aussi la valeur des terres arables (face à l'urbanisation), la valeur de l'eau ou de la biodiversité. La rente rend les outils traditionnels de régulation caducs : face à la force des flux de la rente, quels signaux incitatifs ou de taxation peuvent encore être audibles ? Puisque la rente permet d'avoir accès à tout, comme l'importation des aliments (Chapitre 1), pourquoi produire soi-même des biens et services publics ? Achetons-les aussi avec les flux de la rente. Mettons-les en œuvre avec les spécialistes internationaux et nationaux recrutés grâce à la rente (Geert van Vliet, mai 2010, échange email avec Camille Baudot et Bernard Ethéart).

Autour de la gestion de la rente, les intérêts s'entremêlent. Les auteurs de ce rapport sont eux-mêmes rétribués par l'APD... Ces intérêts croisés, entre de multiples acteurs rendent difficile la réflexion sur une autre **trajectoire**. Un **espace de bifurcation** (Capoccia et Kelemen, 2007) se dessine pourtant (voir chapitre 16 pour approfondir la discussion de ces notions). L'occurrence simultanée de plusieurs facteurs permet aujourd'hui de concevoir des pistes alternatives. Des efforts sont en cours pour analyser le fonctionnement du parlement, le rôle des partis et leurs liens avec les élus (Jean-François, 2015). Après des années d'abandon, de nouvelles activités en appui à la décentralisation et la déconcentration ont vu le jour, permettant des regards neufs. La crise économique mondiale, si elle ne se traduira probablement pas par une baisse subite de l'aide (telle qu'annoncée par la Banque Mondiale, 2015)⁷, peut cependant produire des périodes où il faudra assurer la soudure... et donc réfléchir.

Implications pour l'action : leviers, scenarios

Principaux leviers d'action identifiés

- Laisser l'Etat tel qu'il est dessiné par la Constitution de 1987 amendée en 2011 ou bien au contraire accompagner sa révision partielle?
- Flux rentiers : compter avec la continuité des diverses rentes ou anticiper des périodes de soudure ou même de « sevrage »?

⁷ D'autres rentes ne périliteront pas (lutte anti-drogue) ou prendront la relève (rente liée à la lutte contre le CC, à l'extraction envisagée d'Or et Nickel)...

-Réguler : c'est un acte de production ou pas? Réguler peut se faire sans aucun mécanisme d'incitation (financière) et de sanction (financière et autre), ou pas? Produire des biens et services publics demande d'appliquer de l'énergie (du travail) et de l'information (des idées et des données) ou pas? La réforme prévue du MARNDR facilite-t-elle les processus de production de biens et services publics par le MARNDR ou pas?

-Si l'on continue avec l'APD : continuer avec les UEP « légères, efficaces et efficaces »; ou explorer des outils de prêt qui favorisent la responsabilisation de l'Etat, des Collectivité territoriales et des organisations de producteurs lors des processus de production et de distribution de biens et services publics et privés ?

- Ouvrir les fenêtres du secteur privé des banques multilatérales aux PME urbaines et agricoles ?

- Continuer avec les dons, car le pays ne peut payer sa dette, ou bien reprendre le chemin des prêts afin d'augmenter l'espace de négociation des parties prenantes Haïtiennes et contribuer à induire la pression fiscale.

- Biens et services publics : Les importer ? Les produire ? Par qui ? A quel coût ? Comment restaurer la compétitivité de l'Etat en matière de coûts de production de et services publics (incluant les règles et leurs respect) ?

- Etat : un maitre de l'espace (à travers les zonages) et des horloges (en prolongeant l'horizon de planification des acteurs) (Delmas, 1991) ou pas ?

- Biens et services privés : construire la licence sociale pour opérer ou pas ? Intégrer l'ensemble du secteur privé ou pas ? Courir ensemble et ainsi répartir les risques ou pas ? Quel modèle de développement du secteur privé voulons-nous ?

Sur la base de ces questionnements, nous avons construit trois scénarii qui invitent à autant de choix pour l'action, choix qui reviennent aux commanditaires de l'étude et à nos lecteurs. La viabilité de ces scénarii sera examinée de plus près dans le chapitre 17.

Scénario 1 (tendancier). Consolidation d'un pays multi-rentier

- On ne touche pas à la Constitution de peur de perdre certaines avancées démocratiques qu'elle contient (par rapport à avant 1986);

- APD : continuité de l'éparpillement des efforts de régulation et d'investissement; crises politiques à répétition, telles qu'encouragées par la constitution;

- déconcentration et décentralisation inachevables voir impossibles;

- le grand secteur privé : aucune exigence en matière de RSE⁸.

- Les diagnostics se répètent. Haïti se transforme durablement en pays multi-rentier. Après l'APD et d'autres formes de rente géopolitique, bientôt l'aide promise par la lutte contre le CC... la rente minière (nickel, or et cuivre?) alors que les rivalités entre bailleurs (gauche-droite, occidentaux-asiatiques, Europe-USA, Amérique du Sud-Amérique du Nord) contribuent au *statut quo* et augurent de périodes de soudure brèves.

- Investissements proposés : reconstruire le palais législatif pour 118 députés et 30 sénateurs; 144 bureaux communaux et 570 bureaux des CASECS; construire 10 sièges administratifs départementaux; assurer aussi le fonctionnement et les investissements de ces entités déconcentrées et décentralisées; anticiper à temps les fonds pour le financement des prochaines élections.

- Attendre avec patience un moment de crise politique (gouvernement provisoire ou de facto) pour y glisser et faire émettre les signaux nécessaires.

- N'opérer qu'à travers de dons (c'est plus simple et on n'a guère besoin d'approbation parlementaire).

Scénario 2. Penser Haïti sans aide externe

- Repenser fondamentalement l'Etat (réduire la voilure de tout l'Etat, se concentrer sur les processus de production de biens et services publics essentiels, tout en préservant les avancées démocratiques de 1987).

-Revoir ainsi la Constitution (réduire le nombre d'assemblées législatives à une seule; ne maintenir qu'un seul niveau de Collectivité territoriale : choisir niveau le plus bas de l'action publique entre la section communale ou la commune mais pas les deux ; éliminer tout autre niveau de CT ; le département n'est plus

⁸ Responsabilité Sociale et Environnementale

une Collectivité Territoriale mais opère comme un simple niveau déconcentré de l'action gouvernementale); redessiner en conséquence les circonscriptions électorales des représentants unicaméraux afin d'en réduire sensiblement le nombre (assez pour représenter la diversité des situations et opinions, et pour produire les services publics attendus d'eux et qui peuvent être entièrement financés par la base fiscale de l'Etat). Introduire le principe suivant : la taille de la circonscription électorale des représentants à la chambre (unicamérale) est sensiblement supérieure à celles des élus locaux de la CT retenue.

- Chambre unicamérale: équité dans la représentation des populations des villes et campagnes. Les élections doivent toutes pouvoir être financées par le trésor public.

- Stimuler des espaces de dialogue politique interne en vue de préparer modification de la Constitution (6-10 ans)

Entre temps :

Vu le dysfonctionnement de l'Etat au niveau central, le problème n'est pas de décentraliser, mais de reconstruire la capacité de l'Etat à la fois au niveau central et au niveau décentralisé (IDB, 1996).

- Stimuler la déconcentration au niveau départements, renforcement des capacités de coordination du MPCE et ou CIAT (intensifier et répliquer l'usage des centres départementaux déconcentrés).

- Etat : exiger des grandes et moyennes entreprises qu'elles incorporent les principes de RSE. Promouvoir la RSE veut dire que les mesures prises par les entreprises en faveur de leurs salariés, les populations environnantes ou ailleurs vont au delà de ce qu'exige la loi.

- Renforcer le fonctionnement d'une seule CT locale à choisir (Commune ou CASEC). Ne plus investir un centime au niveau des autres niveaux de CT. Le département disparaît en tant que CT mais se renforce en tant que niveau déconcentré de l'Etat : renforcement de la capacité de coordination de l'action gouvernementale au niveau des départements ("CIATS départementaux").

Scenario 3. Aide externe oui, mais profondément réorientée

- Le scenario 2 est basé sur une prémisse fautive (car contrairement à ce que laisse penser le rapport Haïti BM 2015, les flux de rentes continueront, il suffit d'attendre le prochain événement qui permettra de transformer la matière en ressource (Raffestin, 1980). Les rivalités déjà évoquées entre bailleurs contribuent à un flux permanent d'aide.

Il permet cependant de se décentrer afin de produire de nouveaux points de vue. Bailleurs et Etat arrivent à se mettre d'accord sur le besoin de certaines inflexions de base. Ainsi, toute politique, tout investissement devrait répondre à la question : de quelle manière nos actions contribuent-elles à créer un Etat, une société civile, et un secteur privé capable d'opérer sans rentes géopolitiques?

- La plupart des propositions contenues dans le scenario 2 peuvent alors améliorer l'efficacité des politiques et investissements publics (même avec l'APD).

- Une révision de la Constitution est cependant indispensable (et ne peut être abordée et menée que par les acteurs impliqués haïtiens).

Afin de faciliter la conception de cette rupture du mode de fonctionnement de l'Etat, il est proposé de raisonner sur la base des ressources effectivement et durablement mobilisables par l'Etat haïtien, et, donc dans un premier temps, de poser le principe d'un budget (et donc d'un effort fiscal sans précédent) et avec des prévisions pessimistes concernant l'évolution des flux de la rente (APD, envois de fonds).

- Reprendre la préférence du scenario 2 : utiliser les mécanismes de prêts au lieu de dons afin de redonner une valeur à l'argent et de rendre des marges de négociation perdues aux interlocuteurs privés et publics Haïtiens.

Conclusions

L'idée qui consiste à penser que, puisque l'Etat haïtien ne fonctionne pas, il faut demander au grand secteur privé de venir assurer le redémarrage de l'économie Haïtienne en général et de l'agriculture en particulier, est remarquable, mais semble basée sur une prémisse fautive (Naïm, 1994). Le grand secteur privé ne peut durablement opérer sans les services et biens publics assurés par l'Etat -à moins de se transformer en

Compagnie des Indes Orientales⁹- et sans établir de liens avec le maillage de petits et moyens producteurs qui entoure inmanquablement chaque site de production. Tous les opérateurs du secteur privé, petits ou grands, sont nécessaires afin de relancer l'agriculture. Mais les interactions entre opérateurs favorisent-elles la réduction des asymétries et des iniquités ? L'Etat fournit-il les biens et services publics requis ?

Aujourd'hui il convient de répondre à ces questions par la négative. Secteur privé et Etat sont marqués par des dysfonctionnements profonds. Certains articles de la Constitution sont à l'origine des dysfonctionnements de l'Etat. Ceux-ci se répercutent sur le fonctionnement du secteur privé.

Le scénario 1 (Consolidation d'un pays multi-rentier, tendanciel) est probable, en absence d'un ressaisissement des acteurs. La société Haïtienne n'en sortira pas consolidée. Le scénario 2 (Haïti sans aide externe) est stimulant car il surprend. Il n'est pas vraisemblable, mais les propositions qu'il contient peuvent aider à concevoir la production de biens et services publics et privés autrement. Le scénario 3 (Aide externe oui mais en modifiant les approches), en prenant en compte un certain nombre de prémisses du scénario 2, permet d'explorer d'autres manières de concevoir et stimuler les processus de production de biens et services publics et privés. Une telle approche se centrerait sur la qualité des produits intermédiaires et finaux, qu'il s'agisse de règles, de biens ou du fonctionnement des organisations. Toute APD devrait prévoir la génération de ressources qui assureront la pérennité des actions financées; les instruments qui responsabilisent l'Etat et les CT seront préférés (par exemple en s'inspirant des approches « prêts qui privilégient les remboursements conditionnés à l'obtention de résultats (*« Results Based Lending »*) ou similaires ; la modalité de projet (mise en œuvre ou non via une UEP) devra être réservée aux seules innovations qui ne peuvent pas encore être portées par l'Etat ou les CT. Ces scénarios sont développés à titre indicatif.

Il conviendra de mobiliser vers Haïti les personnes ressource de la BID qui ont l'expérience en matière d'accompagnement de dialogues de politique (gouvernabilité) et de la décentralisation. Réfléchir sur la Constitution relève strictement des acteurs haïtiens. Cependant la BID pourrait favoriser l'émergence de nouvelles alliances : entre les universités nationales, les constitutionnalistes Haïtiens, les staffs nationaux d'organismes multilatéraux spécialisés (PNUD) et ceux de fondations internationales spécialisées (telles qu'International IDEA). Ces alliances nouvelles peuvent contribuer à animer des processus de dialogue politique avec l'ensemble des forces vives autour de la Constitution et ce qu'elle implique, processus qui devront être animés par les personnes ressource haïtiennes. Entre gérer les transformations de l'agriculture et de son contexte ou bien être gérés par elles, le choix reste ouvert (Ackoff, 1981).

⁹ Modèle entrepreneurial abandonné, et pour cause...

Bibliographie

- Ackoff, R.L., 1981, *Creating the Corporate Future : Plan or be Planned for*. New York : John Wiley & Sons.
- Abbott E., 2011, *Haiti : a shattered nation*. New York ; London : Overlook Duckworth.
- Arrow K., 1976, *Les limites de l'organisation*, [titre original : *The Limits of Organisation*, 1974] traduit de l'anglais par Tradecom, Paris : Presses Universitaires de France.
- Auty, R. M., 2007, "Aid and Rent-Driven Growth, Mauritania, Kenya and Mozambique Compared", Research Paper No. 2007/35, Helsinki : UNU-WIDER.
- Banque Mondiale, 2015, Haïti : des opportunités pour tous- diagnostique pays systématique, Région Amérique latine et Caraïbes, http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSP/IB/2015/09/22/090224b0830f6c5c/2_0/Rendered/PDF/Haiti000Des0op0ic0pays0systematique.pdf, accessed 4 November 2015.
- Cadet C. L., 2001, *Haiti, face aux défis de la décentralization*, CNRA.
- Capoccia, G., Kelemen, D., 2007. "The Study of Critical Junctures: Theory, Narrative and Counterfactuals in Historical Institutionalism", *World Politics*, Vol. 59, n. 3: 341-369.
- Carcassonne G., 2008, *La démocratie moderne*, pp. 49-54 in : *Gouvernance démocratique et développement*, 2008, Conjoncture Numéro 220, Revue Franco-Haïtienne de l'Institut Français d'Haïti.
- Castor, S., 1997, *Décentralisation et processus de démocratisation*. *Journal of Haitian Studies*, 3/4, 4-14. Retrieved from <http://www.jstor.org/stable/41715038> consulté le 4 novembre 2015.
- Collier P., 2009, *Haiti: From Natural Catastrophe to Economic Security*, A Report for the Secretary-General of the United Nations, Department of Economics, Oxford University.
- Collier P., Hoeffler A., 2005, "Démocraties pétrolières", *Afrique Contemporaine*, N° 216, 2005/4, p. 107-123
- Delmas P., 1991, *Le maître des horloges : modernité de l'action publique*, Paris : Odile Jacob.
- Constitution de la République d'Haïti de 1987 amendée le 9 mai 2011.
- Décret du 22 Juillet 2015 portant délimitations territoriales et créant 5 nouvelles communes, Numéro 147 du Journal Officiel "Le Moniteur".
- De Rosnay J., 1975. *Le microscope : vers une vision globale*. Paris : Seuil, Collection points.
- Deshommes F. 2004, *Décentralisation et collectivités territoriales en Haïti: un état des lieux*. Port-au-Prince, Editions Cahiers Universitaires, <http://www.potomitan.info/ayiti/deshommes/deshommes3.php>
- Dorner V., 1998, *Une décentralisation sans Etat?* http://apad.revues.org/565_a

Dorner V., 2006, « La Décentralisation en Haïti », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 15 | 1998, mis en ligne le 20 décembre 2006, Consulté le 03 novembre 2015. URL : <http://apad.revues.org/565>

Doucey M., 2010, Autonomía municipal y descentralización en Haití, Fundación DEMUCA, http://fundaciondemuca.com/public_files/77/libro_haiti.pdf, accessed 4 november 2014

Europaïd, 2009, Programme intérimaire d'Appui à la Gouvernance et à l'Investissement Local en Haïti (AGIL) – FED/2009/21788 Annexe du document principal : http://ec.europa.eu/europeaid/documents/aap/2009/af_aap_2009_hti.pdf, consulté le 4 Novembre 2015

Fass S., 1988, Political Economy in Haiti: The Drama of Survival. Transaction Publishers.

Fatton R., 2014, Haiti : trapped in the outer periphery, Boulder, Colorado : Lynne Rienner Publishers, Inc.

GAFE, 2013, Programme des Premières rencontres intercommunales pour le développement local et la décentralisation en Haïti, Union Européenne/MICT http://www.gafe-haiti.org/PDF/programmeRIDLD_juin13.pdf

Girard P., 2010, Haiti: the tumultuous history-from pearl of the Caribbean to broken Nation, New York : Palgrave Macmillan.

Gouvernance démocratique et développement, 2008, Conjoncture Numéro 220, Revue Franco-Haïtienne de l'Institut Français d'Haïti.

Grand-Pierre C., 2015, Gouvernance de proximité et Collectivités Territoriales en Haïti, vers la séparation et la répartition harmonieuse des pouvoirs de l'Etat, Port-au Prince, C3 Editions.

Guillaume, A., 2008, La gouvernance financière de l'Etat, pp. 77-82, in : Gouvernance démocratique et développement, 2008, Conjoncture Numéro 220, Revue Franco-Haïtienne de l'Institut Français d'Haïti.

Hector M., 2006, Crises et mouvements populaires en Haïti, 2ième édition, Port-au-Prince, FOKAL.

Hilaire S., 1995, Le prix d'une Agriculture Minière, Port-au-Prince.

IDB, 1996, Haiti. Proposal for a technical-cooperation loan for a program for the decentralization of public services, <http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=454857>, accessed 4 November 2015.

International Crisis Group, 2007, Consolidating Stability In Haiti, Latin America/Caribbean Report N°21 – 18 July. <https://www.ciaonet.org/attachments/3964/uploads>, accessed 4 November 2015.

Jean A.F., non daté, Haïti, la fin d'une histoire économique.

Jean-François H. (ed.), 2015 Relations entre partis politiques et parlementaires en Haïti, Perspectives de 18 personnalités politiques, Port-au-Prince, IDEA.

Jean-François H., 2012, Haïti autrement, Port-au-Prince, Editions Mediatek.

Laleau W., 2015, Les maux de l'économie, Entrevue avec Adyjeangardy, Challenges, Numéro 12, 30 Octobre 2015.

Manigat, M., 2008, Etat et Gouvernance : une articulation problématique, pp. 55-68, in : Gouvernance démocratique et développement, 2008, Conjoncture Numéro 220, Revue Franco-Haïtienne de l'Institut Français d'Haïti.

Matus C., 1987, Planificación en sistemas de baja gobernabilidad, p. 243-266 in : Seminario Internacional de Economía Campesina y pobreza rural / sous la direction de Jorge Bustamente R., Bogotá : Fondo de Desarrollo Rural Integrado.

Matus C., 1992, “El lider sin Estado Mayor” , in: Revista de Planificación Situacional, Fundación Altadir, Caracas.

Mathieu P., 2008, Gouvernance démocratique : pratiques pour changer les conditions de vie en Haïti, pp. 111-126 in: Gouvernance démocratique et développement, 2008, Conjoncture Numéro 220, Revue Franco-Haïtienne de l’Institut Français d’Haïti.

Mathieu P., 2015, Notes de réflexion. Communication personnelle.

Ménard C., 1990, L’économie des organisations. Paris : La Découverte, Collection Repères.

Mérion J. 1998, « Le défi haïtien : re-fonder l’Etat à partir de la décentralisation ? », *Pouvoirs dans la Caraïbe* [En ligne], 10 | mis en ligne le 08 mars 2011, consulté le 04 novembre 2015. URL : <http://plc.revues.org/569>; DOI : 10.4000/plc.569.

Moïse C., 2009, Constitution et luttes de pouvoir en Haïti, la faillite des classes dirigeantes 1804-1915, Port-au-Prince, Editions de l’Université d’Etat d’Haïti, collection Haïti poche.

Naim M., 1994, “Institutions : the missing link in Latin America’s Economic Reforms”, presentation at the Seminario Latinoamericano sobre Crecimiento Económico, 27-28 juin, Bogotá, Colombia.

Oriol, M., Guerrier P.A., Vincent M., 1995, L’utopie territoriale. La décentralisation alternative. Port-au-Prince, PIREL.

Oriol, M., 2008, Gouvernance démocratique et développement, pp. 127-134 in Gouvernance démocratique et développement, 2008, Conjoncture Numéro 220, Revue Franco-Haïtienne de l’Institut Français d’Haïti.

Pierre A., 2015, Les partis politiques au parlement: miroir ou ombre des lutes, pp. 237-259, in : Jean-François H. (ed.), 2015 Relations entre partis politiques et parlementaires en Haïti, Perspectives de 18 personnalités politiques, Port-au-Prince, IDEA.

Pierre Etienne S., 1997, Haïti : l’invasion des ONG, Port-au-Prince, Haiti : Editions du CIDIHCA, 1997.

Pierre Etienne S., 1999, Haïti : misère de la démocratie, Port-au-Prince : CRESFED ; Paris : L’Harmattan.

Pierre L.N. (ed.), 2007, Haïti : les recherches en sciences sociales et les mutations sociopolitiques et économiques, Paris : L’Harmattan.

Pierre-Charles G. 1999, Haïti : pese a todo la utopia, México, D.F. : Siglo Veintiuno Editores : Centro de Investigaciones Interdisciplinarias en Ciencias y Humanidades, UNAM.

Privert J., 2006, Décentralisation et collectivités territoriales (contraintes, enjeux et défis), Le Béréen, Québec.

Raffestin, C., 1980, Pour une géographie du pouvoir, Edition LITEC.

Robleto-Gonzalez L., 2012, Repenser localement en Haïti : perspectives de la société civile sur la decentralization, <http://www.progressio.org.uk/sites/progressio.org.uk/files/Repenser-Localement-Haiti.pdf>

Ramirez S., Lafontant A., Enders M., 2006, Local Governance Decentralization Assessment in Haiti, USAID, http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PNADN818.pdf

Robenson J.G., 2011, Les compétences et les moyens octroyés aux Collectivités Territoriales haïtiennes, miméo, Collectif Haïti de France.

Rosser A., 2006, *The Political Economy of the Resource Curse: a Literature Survey*, IDS Working paper n°268, Centre for the Future State.

Sauvignet E., 2011, "Depuis la dictature, le civisme a été banni de l'action comme du vocabulaire, entretien avec Suzy Castor (CRESFED)" <http://www.adels.org/territoires/PDFArticlesDuMois/Territoires521ArticleDossier.pdf>

Smucker G.R., Noel M.A., Olson C., Pierre P., Pierre Y.-F, 2000, Political Will for Decentralization in Haiti, Development Alternatives Inc, USAID Haiti Mission, Port-au-Prince, http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/Pnadf515.pdf, accessed 4 November 2015

Tomassini L., 1993, Estado, gobernabilidad y desarrollo, Washington D.C : Banco Interamericano de Desarrollo, seria de monografías del BID.

UNDP, 2013, Cadre stratégique intégré des Nations Unies pour Haïti 2013-2016 <http://www.ht.undp.org/content/dam/haiti/docs/document-de-reference/UNDP-HT-ISF-2013-2016.pdf>, accessed 5 November 2015.

United States Senate, 2010, Haiti: From rescue to recovery and reconstruction : hearing before the Committee on Foreign Relations, United States Senate, One Hundred Eleventh Congress, second session, January 28, 2010. Washington : U.S. G.P.O, 2010

United States House of Representatives, 2014, Haiti: is U.S. AID effective? : hearing before the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives, One Hundred Thirteenth Congress, first session, October 9, 2013. Washington : U.S. Government Printing Office, 2014.

van Vliet G., Joseph M.J., 1996, How to trigger reforms in situations characterized by inorganic and diffuse organizations, CHA/IDB, discussion note. https://www.researchgate.net/publication/274634718_How_to_trigger_reforms_in_situations_characterized_by_inorganic_and_diffuse_organizations, accessed 15 november 2015.

van Vliet G., Caron P., Montoya R., 2003, La descentralización y su vinculación con el el desarrollo regional y local. Ponencia elaborada en el marco del Diplomado en Desarrollo, Gobernabilidad y Territorio, Universidad de la Serana, 4a Región, Chile. http://www.territoriochile.cl/modulo/web/descentralizacion/descentralizacion_y_vinculacion_con_desarrollo_regional_y_local.pdf consultado el 7 de noviembre 2015.

Annexe 1

Tableau synoptique : Accès aux biens et services publics et privés en milieu rural (appréciation de la situation en 2015, sur la base des observations et informations recueillies dans les départements visités)

A. Services publics (présence et accès selon normes nationales)	Capitale départementale	Chef-lieu de la commune	Hameau ou bourg principal de la section communale
Politiques, mesures et instances assurant la sécurité des biens et personnes et le respect des droits (branche judiciaire)	Selon départements	Selon chefs-lieux de communes	Accès rare ou lointain
Accès aux règles et instances, Droit Industriel et Commercial, incluant droit de propriété intellectuelle	Rare, inconnu, absent	Inconnu, absent	absent
Signaux de politique macro économique et sociale	Connus au niveau de quelques cadres Transmission rare	Inconnus	inconnus
Signaux des politiques sectorielles agriculture	Connus au niveau de quelques cadres Transmission rare	quelques efforts des BACs	inconnus
Plans et autres éléments de coordination au niveau national	Existence non visible au niveau départemental, quelques tentatives de coordination MPCE (Nord)	Pas visibles ou inconnus au niveau municipal,	Inconnus
Plans et autres éléments de coordination au niveau départemental, municipal ou section communale incluant aménagement du territoire et zonage	Quelques tentatives isolées. Zonage non.	Tentatives isolées. Zonage. Non	Tentatives isolées. Zonage non.
Service d'eau potable et assainissement	Couverture en eau potable partielle, assainissement et drainage absent	Couverture partielle selon présence ou non de projets d'eau potable . Assainissement : rare, absent	Couverture partielle selon présence ou non de projets d'eau potable . Assainissement : rare, absent
Règles, mesures et instances qui permettent d'assurer l'hygiène et la propreté (ramassage ordures, drainage,	Rare, intermittent. Normes ????	Selon chefs-lieux de commune, rare, intermittent. Normes ????	Rare, traitement ordures : normes ????

hameaux, bourgs)			
Règles d'accès aux ressources du foncier, de l'eau et autres ressources	Signaux en construction (expériences pilote CIAT et rares expériences INARA)	expériences pilote CIAT et rares expériences INARA	
Politiques et instances de préservation de l'environnement	Dans certains départements	Rare. Pas de transmission	Absent. Pas de transmission
Règles et instances limitation urbanisation et respect terres arables	Absente	Absent	Absent
Règles concernant la qualité des processus de production et la qualité des produits	Quelques éléments (lait)	Pas de transmission, pas d'accès	Pas d'accès
Modalités de mise sur le marché et l'organisation des marchés	Absent	Absent	
Accès informations, données sur agriculture web	Rare	Rare	Absent sauf exceptions (ONG, appuis externes)
culture, sport	Rare	Rare	Absent
Formation (primaire, secondaire, tertiaire) selon normes nationales	Accès souvent payant, normes nationales ???? 3 niveaux dans quelques départements	Accès souvent payant, normes nationales ???? deux niveaux dans quelques chefs lieu de commune	Accès payant, normes nationales???? 1 niveau
Attention à la santé selon normes nationales (postes, hôpitaux)	Oui, (respect des normes de qualité nationales ????)	Oui, (respect des normes de qualité nationales ????)	Souvent absent
Mise à disposition de fonds incitatifs (divers signaux de politique);	Quelques projets, pas d'initiatives d'incitation coordonnée	Accès aléatoire selon présence de projets	Idem
Services de collecte des taxes et impôts ; la trésorerie publique	Oui	Selon chefs-lieux de commune	
Services sociaux (répartition des subventions sociales telles que retraites, pensions rurales, bons alimentaires, etc.)	Rare, Selon présence de projet	Rare, absent	Absent, quelques projets
Services de registre civil, électoral, fiscal et du cadastre)	Oui, (normes nationales ???)	Rare	Rare, Absent

Biens publics (infrastructures selon normes nationales) existence de et accès à au niveau de :	Capitale départementale	Chef-lieu de la commune	Bourg ou hameau principal de la section communale
Connexion au système économique national (sentiers ruraux, routes rurales, routes départementale, routes nationales, cabotage)	Selon départements (par exemple, Nord oui, Nord Est non)	Selon distance au réseau principal, cabotage inexistant à rare	Absence de sentiers et routes rurales vers le réseau
Eau potable et drainage	Selon capitale départementale, couverture limitée	Parfois	Rare
Energie (électrique)	Selon département, quelques heures/jr, couverture limitée	Parfois, couverture limitée	Rare
Postes de santé et hôpitaux	Selon départements	Postes de santé oui (normes nationales?)	Parfois
Ecoles, collèges, universités	3 niveaux dans quelques départements. (eg Nord, Cayes) En général deux niveaux	Deux niveaux en général (normes nationales ?)	Ecoles (normes ?)
Postes de police	Oui	oui	parfois
Tribunaux	Oui		
Lieux de rétention	Oui		
Stades et espaces culturels	Selon départements	Parfois	rare
Marchés de gros équipés	Rares	non	
Marchés au détail équipés	Non	non	
Abattoirs aux normes nationales	Rares	non	

Biens privés, existence, accès	Capitale départementale	Chef-lieu de la commune	Bourg ou hameau principal de la section communale
Lieux de vente intrants et équipements nécessaires à la production, à la transformation et au transport	Selon départements, coûts/pouvoir d'achat	Selon chefs-lieux de commune, rares, coûts/pouvoir d'achat	Rares. Coûts/pouvoir d'achat
Lieux de vente équipements individuels d'énergie	Selon départements, rares, coût	Rares, coût	Rares, coût
Existence et accès infrastructures de communication (tel, web)	Couverture téléphonie cellulaire adéquate, accès web dépend des départements, coût d'accès web	Idem, coût d'accès web	Lieux sans accès, coût d'accès web.
Lieux de vente infrastructures productives individuelles (réservoirs, pompes,...).	Selon départements, coûts	Selon chef lieu de commune, coûts	Rares, coûts
Services privés			
L'entraide et défense des intérêts des producteurs et autres acteurs du privé au sein d'associations, de chambres de commerce, de coopératives et organisations faitières	Existence Rare, accès réservé	Existence rare, accès réservé	Pas d'accès
Les signaux de stratégie émis par les opérateurs privés et leurs organisations	Rares, absents, réseau d'organisations peu dense, pas de transmission	Rares, absents, pas de transmission	Ni réception ni accès
Les plans, règles et accords interprofessionnels concernant les processus de production, l'homologation, la qualité des produits	Rares, absents	Rares, absents	Pas d'accès
Les mesures et instances privées formelles pour en assurer le respect (modalités d'incitations et d'amendes, inclusion et exclusion)	Non	Non	Non
Informations et formations sur les techniques de production et sur les marchés	Rares, quelques projets	Rares, quelques projets,	Rares, quelques projets
Services de financement de la consommation et de la production	Services informels ; quelques projets de micro-finance, accès au crédit formel rare	Services informels, quelques projets de micro-finance, accès crédit formel rare	Services informels, quelques projets de micro-finance, accès formel crédit formel rare

Liste des personnes rencontrées

Katyna Argueta, Sous-Directrice de Programme, PNUD, Haïti;
Marie-Laurence Lassègue, Représentante International IDEA Haïti;
Marie José Joseph, consultante, Port-au-Prince
Robert Denizé, PNUD,
Monique Pierre-Antoine (PNUD)
Philippe Mathieu, Agroconsult
Alfredo Mena, représentant IICA, Haïti
Rachelle Pierre-Louis, IICA, Haïti
Fritz Ohler, représentant FAO, Haïti
Gilles Damais, Chief Operations, BID, Haïti
Bruno Jacquet, Spécialiste sectoriel agriculture, BID, Haïti
Caroline Bidault, Spécialiste sectoriel agriculture, BID, Haïti
Marie Bonnard, Consultante environnement, BID, Haïti
Agustin Aguerre, Représentant de la BID en Haïti
Olivier Solari, Conseiller de la Coopération Française auprès du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales

Collectivités territoriales : Lafosse Keen, Maire Fort Liberté; Dolce Serge Gerard, Maire Acul du Nord;
Delmour Gary, Maire Bas Limbe; Delusma Jacquelin, Maire Adj. Milot; Moise Fritznel, ASSEC; Bisainte Marcel, ASSEC

Personnes ressource MARNDR Port-au-Prince : Garry Augustin, Directeur Innovation, MARNDR; Max Millien, Directeur, MARNDR; Phito Blémur, Directeur UEP, MARNDR; Lemane Delva, Consultant, Direction de l'Innovation, MARNDR

Personnes ressource déconcentrées services centraux du MARNDR : Denaud Laurent UPSA Nord, Prosper Dieudonne MARNDR/DPSA

Personnel des DDA : Charlemagne Karl Ales Dir. DDANOO, Prenen Johnny Resp Stat DDANOO, Peutidier Kerly Dir Adj DDANOO, Israel A. DDANE, Exalus Luckes DDANE, Auguste Eric Dir. DDANE

Responsables BAC : Toussaint Joseph, Francois Minijule, Harry Maty, Antoine Daniel, Joslin Talius, Pierre Pélissier, Bernard Fabert, Theard Marcelin, Joseph F., Désir Ernest, Monpremier Lysias, Alcina Kebeau BAC Ranquitte, Jeanty Limage, Lubin Christian, Alce Alfred, Valériste Arcène, Leblanc Sonel Resp BAC

Personnel des projets mis en oeuvre dans la region Nord : Estimable Frantz Coord Reg PTTA, Bellamy Kenold Coord. Reg. RESEPAG, Gédéon Evald PTTA/ MARNDR, Gedeon Evald PTTA NE, Donatien DJimls MARNDR/PTTA, Clervil Edgard PTTA; Sama Sylvain MARNDR/RESEPAG

Glenn Smucker, Responsable Projet AVANSE

Staff déconcentré MPCE Nord : Axnick Woody Paul Directeur, Hilaire Stanley Chef de Service, Estimable Emmanuel Administrateur, Pierre Nadège Analyste de programme, Saint Fleur Léopold Economiste, Ustaing Edeloune Analyste de prog., Camille Marc Gerald Ing Agr., Pascal Evens DDANOO/MPCE

Université d'Etat d'Haïti, CHCL: Dr. Audalbert Bien Aimé, Président CHCL, Agr. Jean Mary Michaud, Doyen Faculté d'agronomie CHCL,

Remi Osame, CNSA

Bureaux d'étude et ONG: Gonel Edris Coord Reg. CECI; Fayette Brillant AAI/CECI; Rezufort Frantz AAI/CECI; Jeudy Sagine CECI; Noel Lucker C. Projet, World Concern; Bouquet Pédrone Coord CHD; Louis Charité, Observatoire SA.

Participants à la restitution du 21 Octobre à la Salle Philippe Dewez, BID, Port-au-Prince

Participants à l'atelier de restitution à Kaliko, Côte des Arcadins, 18-20 Novembre 2015